

[Texte]

In other words, if a member comes up with a new product idea, we want to be able to temporarily defer the regulations, so they can see if this product will thrive in the marketplace or change the regulation. Our association does a lot of work with its constituency in delivering a consensus to the government. Look, this regulation doesn't work any more. It's out of touch with reality. The department usually moves on it, and I'm talking mostly about Agriculture Canada.

Effective border enforcement: You can lose \$100,000 in any provincial market in a month because a guy in the States isn't playing by the rules that are in Canada, and you get knocked off the shelf. It is very expensive. Border enforcement is very poor. Consumer and Corporate Affairs looks at the store shelf for illegal imports, whereas the United States looks at the border.

The Food and Drug Administration last month launched an import control strategy. Does Canada have an import control strategy? Not on your life.

Faulty multidepartmental inspections: I am surprised there haven't been more fights in the plants between Health and Welfare and Agriculture Canada and my members. That inspection system is faulty. There are some things that we'll be doing as an industry, moving towards the hazardous critical control point system, which is a superior food safety tool, but we want to make sure the regulators change the way they inspect.

I've put on page 2 of my handout the number of departments providing input into agriculture policy and fisheries policy and food regulations. There are over 30 decisions. The approval process is out of line with reality. We've heard about chemicals they're allowed to use in the United States but we can't use them in Canada. We have the same problem on pesticides. We don't see Americans dying from the use of these chemicals.

• 1045

At some point we have to rationalize some of those decisions because they are a severe burden and the Canadian marketplace is not large enough to warrant registering a product. Interdepartmental competition really plagues us and is very difficult. Health and Welfare does not inspect plants, it inspects Agriculture Canada's inspectors to make sure they're doing a good job. They always go after the worst-run plants so that it looks good on the reports. That's our

[Traduction]

Autrement dit, si un fabricant conçoit un nouveau produit, nous voudrions que l'application d'un règlement puisse être temporairement suspendue afin de lui permettre de vérifier si son produit aura du succès commercial, ou si le règlement devrait être modifié. Notre association s'efforce constamment de trouver un consensus parmi ses membres, de façon à présenter des positions cohérentes aux représentants du gouvernement. De cette manière, nous pouvons leur dire que tel ou tel règlement n'est plus efficace et ne correspond plus à la réalité, par exemple. En général, dans de telles circonstances, le ministère s'efforce de remédier au problème. Je parle ici essentiellement d'Agriculture Canada.

En ce qui concerne l'application des règlements douaniers, je dois vous dire qu'un industriel peut facilement perdre 100,000 dollars par mois, sur n'importe quel marché provincial, parce qu'un concurrent américain ne respecte pas les règles en vigueur au Canada. Il s'agit là d'un problème qui peut coûter très cher. Les règlements douaniers sont fort mal appliqués. Au Canada, c'est le ministère de la Consommation et des Corporations qui vérifie dans les magasins qu'il n'y a pas de produits illégalement importés, alors que les États-Unis exercent ce contrôle à la frontière.

Le mois dernier, la Food and Drug Administration a mis en place une stratégie de contrôle des importations. Le Canada fait-il de même? Absolument pas.

Je dois aussi mentionner le problème des inspections défectueuses effectuées par des ministères différents. A ce sujet, je suis surpris qu'il n'y ait pas plus de bagarres dans les usines entre les représentants de Santé et Bien-être Canada ou d'Agriculture Canada et mes membres. Le système d'inspection est défectueux. Il y a des mesures que notre industrie voudrait prendre, notamment pour améliorer le système de contrôle des produits alimentaires dangereux, pour rehausser considérablement la sécurité des denrées alimentaires, mais nous voulons être certains que les responsables de la réglementation modifieront leurs méthodes d'inspection.

Vous trouverez à la page 2 de mon document le nombre de ministères qui interviennent en matière de politique agricole, de politique des pêches et de réglementation des denrées alimentaires. Il y a plus d'une trentaine de paliers de décisions différents. Autrement dit, le processus d'approbation est absolument irréaliste. Nous avons entendu parler de produits chimiques, notamment de pesticides, qui sont autorisés aux États-Unis mais interdits au Canada. Pourtant, il n'y a pas d'Américains qui en soient morts.

Il va bien falloir que l'on finisse par rationaliser toutes ces décisions car elles constituent un fardeau extrêmement lourd, et le marché canadien n'est pas assez vaste pour justifier le brevetage de certains produits. La concurrence interministérielle est une plaie pour notre industrie. Les agents de Santé et Bien-Être Canada n'inspectent pas des usines, ils inspectent les inspecteurs d'Agriculture Canada pour s'assurer qu'ils font du bon travail. Nous avons